Défendez

la liberté religieuse!



Ils ont parlé du précédent rapport de l'AED

























Tél.: +33(0)1 39 17 30 10 - www.aed-france.org

AED France - 29 rue du Louvre 78750 Mareil-Marly

LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE RAPPORT 2021

Synthèse





Natalie Chambon Tél.: +33(0)6 62 03 06 30 natalie.chambon@aed-france.org



WWW.LIBERTE-RELIGIEUSE.ORG



Directrice de la rédaction (AED): Marcela Szymanski.

Président du comité de rédaction et rédacteur en chef (AED): Mark von Riedemann.

Comité de rédaction (AED): Carla Diez de Rivera, John Pontifex, Berthold Pelster (†).

Auteurs: Steven Axisa, Andrew Bennett, Heiner Bielefeldt, Ivan Cigic, Miriam Diez-Bosch, Paulina Eyzaguirre, Ellen Fantini, Willy Fautré, Maria Lozano, Conn McNally, Oliver Maksan, Oscar Mateos, Piotr Mazurkiewicz, Johannes Mehlitz, John Newton, Irmina Nockiewicz, Emmanuelle Ollivry, Thomas Oswald, Marta Petrosillo, F. Borba Ribeiro Neto, José Carlos Rodriguez Soto, Benedict Rogers, Eva Sáenz-Diez, Rebecca Shah, Timothy Shah, Chiara Verna, Mark von Riedemann.

Traducteurs: Ravi Jay Gunnoo, Philippe Joas, Mercedes Lucini, Shahid Mobeen, Pierre Rossi, Sofia Sondergaard, Team Wort-Wahl.



Sommaire

EN BRE	F	5
COMMU	JNIQUÉ DE PRESSE	
	La liberté religieuse menacée dans un pays sur trois dans le monde	7
L'AED		
	5 questions à Benoît de Blanpré, directeur de l'AED	8
	L'AED, une fondation internationale	
LE RAP	PPORT SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE	
	Les 10 tendances	10
	La carte	12
	Le classement	14
FOCUS		
	Le Sahel : L'entente religieuse menacée dans la région du Sahel	16
	La Turquie : Quand les ambitions ottomanes attaquent la liberté religieuse	
	Covid-19 : Un catalyseur pour la liberté religieuse dans le monde	20
INFOGF	RAPHIES	
	Le rapport sur la liberté religieuse dans le monde, les infographies	22

Le rapport sur la liberté religieuse dans le monde, en bref

« Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun. tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. »

> Article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

« Outil d'information et d'alerte, ce rapport permet à chacun, journalistes, universitaires, religieux, laïcs, scientifiques, hommes politiques de se saisir de ce sujet fondamental. La liberté religieuse, véritable bien universel, est, en effet, le socle de la fraternité humaine. »

Benoît de Blanpré, directeur de l'Aide à l'Église en Détresse (AED)

Sujet : le respect de la liberté religieuse dans le monde, toutes confessions confondues, dans 196 pays.

Période étudiée : août 2018 à décembre 2020. Le rapport sort exceptionnellement en avril 2021 plutôt qu'en novembre 2020 en raison de la pandémie de Covid-19.

Parution: tous les deux ans sur www.libertereligieuse.org, à l'initiative de l'AED. Il s'agit de la 15^{ème} édition depuis la première parution en 1999. Il existe en 6 langues : anglais, français, allemand, italien, portugais, espagnol.

Méthodologie et contenu : le rapport fait 800 pages dont

- → une carte classant les pays selon leur niveau de persécution ou de discrimination. Les membres du Comité de rédaction se basent sur une grille actualisée à chaque édition comprenant une trentaine de critères distincts en fonction de la catégorie : l'existence ou non d'une religion officielle imposée, l'interdiction de médias ou d'organismes caritatifs confessionnels, l'esclavagisme et la torture pour raisons religieuses, etc.
- 196 fiches articulées autour de quatre parties :

 - situation juridique et constitutionnelle de la liberté religieuse
 - description des persécutions ou discriminations religieuses

- perspectives pour la liberté religieuse. Les auteurs proposent des prévisions à court terme. L'AED reconnaît un élément inévitable de subjectivité à cet égard.
- un document de synthèse et d'analyse.

Sources: indiquées sous forme de notes de bas de page, elles proviennent directement de l'AED ou d'un large éventail de publications reconnues comme celles du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, du Pew Research Center.

Statistiques population

Les plus courantes restent la Banque mondiale et les Nations Unies. Cependant, le nombre d'habitants de certains pays se fonde sur une estimation quand les recensements font défaut ou ne sont pas fiables.

Statistiques démographie religieuse

Ce sont les plus difficiles à vérifier. Devant la nécessité de faire un choix, nous avons opté pour la World Religion Database (Leiden/Boston University: Brill, 2020) www.worldreligiondatabase.org

Contributeurs : plus de 30 experts indépendants, universitaires, missionnaires, militants des droits de l'homme et journalistes de 23 nationalités différentes.





COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'AED LE 20 AVRIL 2021

La liberté religieuse menacée dans un pays sur trois dans le monde

Mardi 20 avril 2021 sort le 15^{ème} rapport bisannuel de l'Aide à l'Église en Détresse (AED) sur la liberté religieuse dans le monde. L'accès à ce droit fondamental a encore reculé ces deux dernières années : il est en danger dans un pays sur trois. Une régression notamment exacerbée par la pandémie de Covid-19.

Le rapport 2021 sur la liberté religieuse pointe des violations notoires de ce droit fondamental dans 62 pays parmi les 196 étudiés. Soit, un pays sur trois, contre un sur cinq lors de la précédente édition de 2018.

L'étude fait état d'une persécution dans 26 pays et de discriminations dans 36 autres. Les deux catégories de pays incriminés abritant les deux tiers de la population mondiale.

Trois tendances majeures

Outre le fait que bon nombre de gouvernements autoritaires accentuent encore la pression sur les minorités religieuses, cette flambée des atteintes à la liberté religieuse dans le monde se manifeste à travers trois grandes tendances : la volonté des réseaux diihadistes transnationaux de constituer des « califats » transcontinentaux, les conséguences de la pandémie de Covid-19, l'intensification des nationalismes confessionnels populistes.

→ Le terrorisme islamiste continue son expansion. Dans la région du Sahel essentiellement, « L'État Islamique » et Al-Qaïda s'associent aux milices armées locales et les radicalisent davantage, afin d'établir des « provinces du califat » transcontinentales, grâce à des appuis idéologiques et matériels au Proche-Orient.

En parallèle, un « cyber-califat » puissant accroît son recrutement en ligne, en Occident.

- Les préjugés sociétaux préexistants l'encontre des minorités religieuses s'exacerbent. Accusées de tous les maux, dont la pandémie de Covid-19, ces minorités subissent une discrimination accrue, par exemple sous la forme d'un refus d'accès à l'aide alimentaire et médicale.
- → La montée d'un suprématisme ethnoreligieux populiste devient une cause majeure de discriminations envers les minorités religieuses, plus particulièrement en Asie, dans des pays à majorité hindoue ou bouddhiste, comme en Inde ou au Sri Lanka.

Appel de l'Aide à l'Église en Détresse

Benoît de Blanpré, directeur de l'AED alerte : « à la lecture de ce rapport, nous pouvons constater combien l'imagination humaine semble sans limite, hélas, pour faire obstacle à la liberté religieuse. L'actualité nous rapporte sans cesse tous ces lieux dans le monde où vivre et exprimer sa foi représente une menace. Ces situations nous concernent tous puisqu'il s'agit d'une entrave à un droit humain fondamental, celui de la liberté de croire. Nous ne pouvons donc pas fermer les yeux face à de tels agissements. Connaître la réalité de ces persécutions et en comprendre les enjeux est un premier pas essentiel. »

La fondation pontificale appelle les pouvoirs publics et religieux ainsi que les citoyens à s'emparer du sujet pour faire avancer lois et consciences vers un plus grand respect de ce droit fondamental.

5 questions à Benoît de Blanpré, directeur de l'AED

L'AED, une fondation internationale

1. Quels sont les changements notoires depuis le dernier rapport sur la liberté religieuse de 2018 ?

Selon notre étude, la liberté religieuse ne s'est pas améliorée. Elle est bafouée dans un tiers des pays dans le monde ; notre précédent rapport évoquait un pays sur cinq. Les croyants sont aujourd'hui persécutés dans 26 pays et discriminés dans 36 autres pays. Or ces 62 pays abritent les deux tiers de la population mondiale!

Notre Rapport montre à quel point le terrorisme islamiste continue son expansion, tout particulièrement dans la région du Sahel devenue le deuxième épicentre mondial. « L'État Islamique » et Al-Qaïda s'associent de plus en plus aux milices armées locales afin de déstabiliser ces régions et une mutualisation des forces entre groupes djihadistes se met en place. Ainsi des membres de Boko Haram au Nigeria ont-ils été formés par des terroristes venus de Libye.

Nous démontrons également à travers cette étude comment la crise sanitaire mondiale a contribué à détériorer la situation des croyants. En Afrique notamment, elle a permis aux réseaux diihadistes de se déployer. Ailleurs, certaines minorités religieuses n'ont pas eu accès aux aides sociales ou médicales

Enfin, on a pu assister dans certains pays, pour des raisons sanitaires, à une limitation excessive de la pratique du culte.

> 2. Un nombre croissant de pays ouvrent des postes d'ambassadeurs de la liberté religieuse. L'ONU a institué en 2019 une journée pour les victimes des violences à motifs religieux. Estce bon signe?

Ce sont là évidemment de bonnes nouvelles qui montrent une vraie prise de conscience de l'importance de la défense de la liberté religieuse. Toutes

les démarches visant à la défendre.

Cependant, bien souvent la réponse de la communauté internationale face aux persécutions religieuses est trop faible ou trop tardive.

3. Pourquoi défendre la liberté religieuse?

Parce que la liberté religieuse est un droit humain fondamental, c'est un bien précieux pour toute civilisation et l'un des fondements de toute société démo-

Chacun doit pouvoir être respecté dans ce qu'il vit au plus intime de son être. La conviction religieuse est le propre de l'homme ; la respecter c'est respecter fondamentalement toute personne humaine.

4. Pourquoi une fondation pontificale s'empare-telle du sujet pour toutes les religions?

Si nous affirmons que la liberté religieuse est un droit fondamental, alors est il l'est pour tous les hommes, toutes les religions.

Avec notre rapport, nous voulons élever notre voix au nom de tous ceux qui n'ont pas le droit de s'exprimer et qui sont persécutés en raison de leur foi.

5. Quelles sont vos craintes et espoirs majeurs pour les 5 prochaines années ?

Nos craintes sont nombreuses.

La propagation des réseaux diihadistes en Afrique est très préoccupante et au-delà, de manière transcontinentale, vers l'océan indien.

Le développement des technologies de surveillance répressive en Chine ciblant entre autres les groupes confessionnels, est également une source de grande inquiétude.

Je note aussi ce que le pape François appelle la persécution « diffuse » visant à enfermer les croyances religieuses dans les synagogues, les mosquées ou les églises, en leur laissant peu de place dans les débats de société.

Au milieu de toutes ces situations, les milliers de croyants qui témoignent chaque jour avec courage de leur foi et la mettent en pratique pour être artisans de paix sont source d'un grand espoir!

Oui?

La fondation internationale à but non lucratif, créée en 1947, ne vit que de dons. L'AED (Aide à l'Église en Détresse) en France est dirigée par Benoît de Blanpré depuis novembre 2019 et l'organisation internationale ACN (Aid to the Church in Need) est administrée par Philippe Ozores, son secrétaire-général depuis 2016.

0ù?

Son siège international est situé en Allemagne et la fondation s'appuie sur 23 pays donateurs dont l'AED en France, le plus gros contributeur.

Ses missions

L'AED soutient les chrétiens dans le monde, là où ils sont confrontés à des difficultés matérielles, des discriminations ou des persécutions. Sa mission est triple :

- informer sur la situation des chrétiens et l'état de la liberté religieuse dans le monde ;
- prier pour ceux qui souffrent ;
- > partager, c'est-à-dire soutenir financièrement des projets. Chaque année, le siège international reçoit plus de 8 000 demandes d'aide venant du monde entier. En lien avec les évêques et responsables de communauté, l'AED soutient des projets portés par les Églises locales.

L'AED en chiffres

23 pays donateurs 138 pays aidés 4758 projets 120 millions d'euros de dons reçus

(chiffres de 2020)

Son engagement pour la liberté religieuse

L'AED défend la liberté religieuse dans le monde qu'elle promeut en tant que droit fondamental de la personne humaine, quelle que soit la religion. À travers ses analyses et ses appels, elle mobilise l'opinion publique et les décideurs.

- Tous les deux ans : réalisation d'un rapport sur la liberté religieuse dans le monde. En étant présente dans près de 140 pays touchés par la persécution religieuse ou le dénuement, l'AED est un observateur privilégié du fait religieux et des enjeux géopolitiques dans le monde.
- **2011 :** pétition remise au ministère français des Affaires étrangères pour l'abrogation de la loi anti blasphème au Pakistan.
- **2012 :** organisation d'un débat à l'Assemblée nationale, à Paris, sur les enjeux d'une nouvelle directive européenne votée pour garantir la liberté religieuse.
- **2014 :** nomination de l'AED par le Parlement européen « au prix Sakharov pour la liberté de penser ». Cette distinction récompense chaque année des personnalités ou des collectifs de défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- **2016 :** proposition de résolution (adoptée) auprès du Parlement européen, pour dénoncer le génocide commis par l'État islamique en Irak et en Syrie contre les chrétiens et minorités religieuses.
- **2017**, **2018**, **2019**, **2020** : campagnes internationales d'illuminations en rouge de bâtiments symboliques pour interpeller sur les atteintes à la liberté religieuse. À Paris : la grande mosquée, la synagogue rue de la Victoire, la cathédrale orthodoxe russe, la basilique du Sacré-Cœur ; dans le monde : le Colisée, le Christ Rédempteur de Rio, Westminster Abbey, etc.

Le rapport sur la liberté religieuse, les 10 tendances

La liberté religieuse est bafouée dans près d'un tiers des pays de la planète (31,6 %), où vivent les deux tiers de la population mondiale, soit 5,2 milliards de personnes. Les pires violations ont lieu dans certains des pays les plus peuplés au monde comme la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et le Nigeria.

D'août 2018 à décembre 2020, période faisant l'objet de ce rapport, les persécutions et discriminations ont augmenté de manière significative par rapport à l'édition précédente.

Les principaux constats:

- 1. Les réseaux djihadistes, implantés dans la région du Sahel, aspirent à devenir des « califats » transcontinentaux. « L'État Islamique » et Al-Qaïda ne disposent plus seulement d'un épicentre irako-syrien. Grâce à des appuis idéologiques et matériels au Proche-Orient, ils s'associent aux milices armées locales du Sahel et les radicalisent, afin d'établir des « provinces du califat ». De sporadiques et aléatoires, leurs attaques deviennent idéologiques et ciblées. Elles se sont intensifiées du Mali au Mozambique, mais aussi déployées vers les Comores et les Philippines.
- 2. Le recrutement numérique islamiste, vecteur de radicalisation en Occident, conduit à la création d'un « cyber-califat », en expansion à l'échelle mondiale. Sans pouvoir neutraliser l'ensemble des communications terroristes en ligne, des services de renseignement et de police ont néanmoins déjoué des attaques dans plusieurs pays occidentaux.
- 3. La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation des minorités religieuses, accusées de tous les maux, et renforcé le terrorisme. Au Pakistan par exemple, elles n'ont parfois pas eu accès à l'aide

- alimentaire et médicale. Par ailleurs, des éléments radicalisés ont profité de la confusion pour recruter davantage, comme au Mozambique.
- 4. Dans certains pays d'Asie à forte majorité hindoue ou bouddhiste, comme en Inde ou au Sri Lanka, le nationalisme confessionnel a favorisé la montée d'un suprématisme ethnoreligieux. Ce mouvement de fond, populaire, encouragé par les gouvernements et les chefs religieux, a augmenté l'oppression des minorités religieuses, considérées comme des citoyens de seconde classe.
- 5. En Chine, les technologies de surveillance répressive ont de plus en plus ciblé les groupes confessionnels. Les informations, notamment transmises par 626 millions de caméras de surveillance, sont couplées à un système de « crédit social » (bons et mauvais points) notant le comportement - dont la pratique religieuse - et encourageant la délation. Cette surveillance a obligé les chefs religieux et les fidèles à respecter les décisions du Parti communiste sous peine de se voir condamnés pénalement ou, a minima, déclassés socialement.









- 6. 30,4 millions de musulmans (Rohingyas et Ouïghours) sont confrontés à de graves persécutions en Birmanie et en Chine. La communauté internationale commence à faire appliquer le droit international pour y mettre fin alors que les conflits et répressions durent respectivement depuis 2016 et 2012, au
- 7. Dans un nombre croissant de pays, la violence sexuelle a été utilisée comme arme contre les minorités religieuses. Davantage de jeunes filles et de femmes ont été enlevées, violées et obligées de changer de religion dans le cadre de mariages forcés, notamment au Pakistan. L'augmentation de ces crimes, souvent commis en toute impunité, évoque une stratégie visant à faire disparaître à long terme certains groupes religieux.
- 8. En Occident, de plus en plus de pays délaissent les cours de culture religieuse, comme au Canada ou en Belgique. La formation et l'éducation sont pourtant des outils essentiels de connaissance grâce auxquels la radicalisation peut reculer et la compréhension interreligieuse grandir.

- 9. Une certaine persécution, dite « diffuse », prend de l'ampleur. Selon le pape François l'essor de nouveaux « droits » ou normes culturelles relèquent les religions « à l'obscurité tranquille de la conscience individuelle ou les enferment dans les églises, les synagogues, les mosquées ». Ces nouvelles normes, inscrites dans la loi, entraînent un conflit profond entre les droits individuels à la liberté de conscience et de religion et les obligations légales.
- 10. Le dialogue interreligieux bénéficie d'un élan historique. Le pape François a cosigné la déclaration sur la « Fraternité humaine pour la paix mondiale et le vivre ensemble » avec le Grand Imam Ahamad Al-Tayyib d'Al-Azar, leader du monde musulman sunnite, en février 2019. Il a célébré la toute première messe d'un pape dans la péninsule arabique. Il s'est rendu en Irak en mars 2021 - son premier voyage dans un pays à majorité chiite.

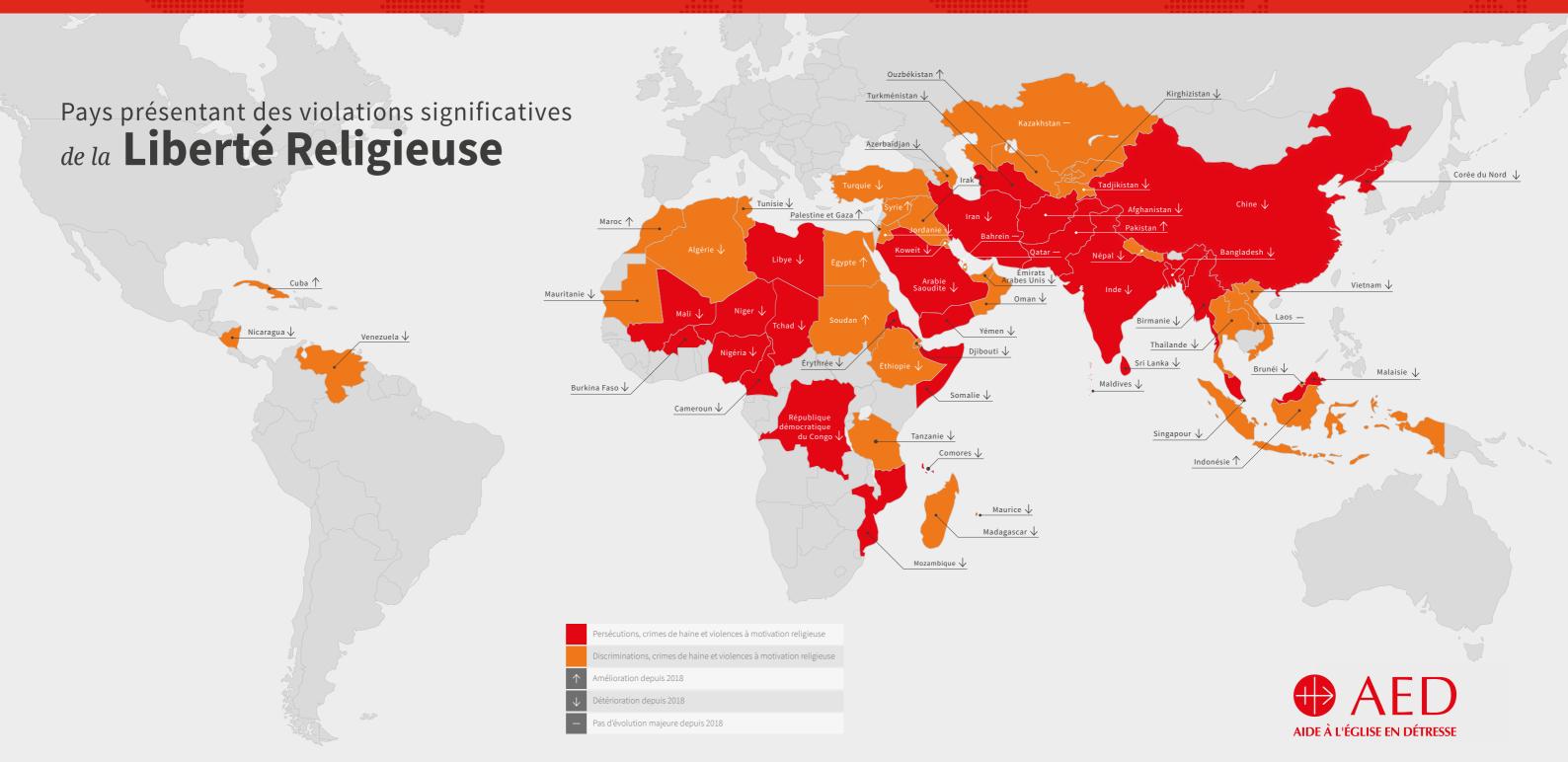






11 AED - AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

Le rapport sur la liberté religieuse dans le monde, **la carte**



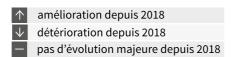
13 | O AED - AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE

Le rapport sur la liberté religieuse, le classement

Persécution et discriminations religieuses à travers le monde

En fonction des faits présentés dans son rapport, l'AED propose un classement des pays étudiés en deux catégories principales, selon le niveau de violation de la liberté religieuse.

- 1. La catégorie rouge, la pire, indique une persécution. Elle concerne 26 pays et plus de la moitié de la population mondiale : 51%. Parmi ces pays : 12 se situent en Afrique et subissent des formes extrêmes de persécution, tels que des massacres de masse ; 2 sont l'objet d'une enquête internationale à propos de probables génocides en cours (Chine et Birmanie).
- 2. La catégorie orange, fait état de discriminations et concerne 36 pays. 9 d'entre eux ont connu de légères améliorations ; 20 autres, une détérioration.



Dans chaque catégorie, les pays sont classés par ordre alphabétique.

Pays Catégorie / Situ	ation depuis 2018	Principal moteur de la persécution / discrimination		
Afghanistan	Extrémisme islamiste			
Arabie Saoudite	↓ Gouvernement autori	taire		
Bangladesh	↓ Gouvernement autori	taire		
Burkina Faso	Extrémisme islamiste			
Cameroun	Extrémisme islamiste	1		
Chine	Gouvernement autori	taire		
Comores	Gouvernement autori	taire et extrémisme islamiste		
Corée du Nord	Gouvernement autori	taire		
Erythrée	Gouvernement autori	taire		
Inde		ligieux		
Iran	↓ Gouvernement autori	taire		
Libye	Gouvernement autori	taire et extrémisme islamiste		
Malaisie	↓ Gouvernement autori	taire et extrémisme islamiste		
Maldives	Gouvernement autori	Gouvernement autoritaire et extrémisme islamiste		
Mali	Extrémisme islamiste	Extrémisme islamiste		
Mozambique	Extrémisme islamiste	Extrémisme islamiste		
Myanmar (Birmanie)	↓ Gouvernement autori	Gouvernement autoritaire		
Niger	Extrémisme islamiste	Extrémisme islamiste		
Nigeria	Extrémisme islamiste	2		
Pakistan	•	taire et nationalisme ethnoreligieux		
République démocratique du Congo	Extrémisme islamiste	Extrémisme islamiste		
Somalie	Extrémisme islamiste			
Sri Lanka		Nationalisme ethnoreligieux		
Tchad	Extrémisme islamiste			
Turkménistan	↓ Gouvernement autori	taire		
Yémen	Gouvernement autori	taire et extrémisme islamiste		

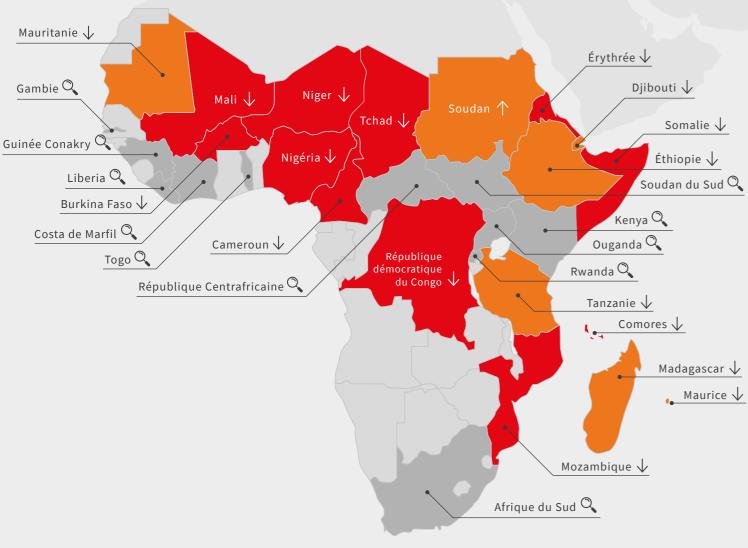
Pays	Catégorie / Situation de	epuis 2018	Principal moteur de la persécution / discrimination
Algérie	↓ Go	ouvernement autorit	aire
Azerbaïdjan	↓ Go	uvernement autorit	aire
Bahreïn	↑ Go	ouvernement autorit	aire
Brunei	↑ Go	uvernement autorit	aire
Cuba	↓ Go	uvernement autorit	aire
Djibouti	- Go	uvernement autorit	aire
Égypte	↓ Go	uvernement autorit	aire et extrémisme islamiste
Émirats Arabes Unis	↓ Go	uvernement autorit	aire
Éthiopie	↓ Go	uvernement autorit	aire et extrémisme islamiste
Indonésie	↑ Ex	trémisme islamiste	
Irak	↑ Ex	trémisme islamiste	
Jordanie	↓ Go	uvernement autorit	aire et extrémisme islamiste
Kazakhstan	— Go	uvernement autorit	aire
Kirghizistan		uvernement autorit	aire
Koweït	↓ Go	uvernement autorit	aire
Laos	— Go	uvernement autorit	aire
Madagascar	↓ Ex	trémisme islamiste	
Maroc	↑ Go	uvernement autorit	aire et extrémisme islamiste
Maurice	↓ Ex	trémisme islamiste	
Mauritanie	↓ Ex	trémisme islamiste	
Népal	↓ Na	ationalisme ethnore	ligieux
Nicaragua	↓ Go	uvernement autorit	aire
Oman	↓ Go	uvernement autorit	aire
Ouzbékistan	↑ Go	uvernement autorit	aire
Qatar	_ Go	uvernement autorit	aire
Singapour	↓ Go	uvernement autorit	aire
Soudan	↑ Go	uvernement autorit	aire
Syrie	↑ Ex	trémisme islamiste	
Tadjikistan		uvernement autorit	aire
Tanzanie	↓ Go	uvernement autorit	aire et extrémisme islamiste
Territoires palestinien	ns et Gaza 🚹 Go	uvernement autorit	aire
Thaïlande	↓ Go	uvernement autorit	aire
Tunisie	↓ Go	uvernement autorit	aire
Turquie		uvernement autorit	aire
Venezuela		uvernement autorit	aire
Vietnam	↓ Go	ouvernement autorit	aire

L'AED appelle « **persécution** » le fait de commettre des « *crimes de haine* ». Ces actes constituent une infraction au droit pénal et sont motivés par un préjugé discriminatoire. Il s'agit d'assassinats, de déportations, d'exils, de conversions et mariages forcés, d'expropriations, etc.

L'AED appelle « **discriminations** » les traitements spéciaux envers une personne à cause de sa religion. Elles peuvent être légales au plan national mais demeurent illégales au plan international, selon la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il s'agit de refus ou limitations d'accès à l'emploi, aux aides d'urgence, à la justice, à l'immobilier, etc.

Une nouvelle catégorie de pays dits « **en observation** » a été ajoutée cette année au classement et comprend les pays dans lesquels l'état de la liberté religieuse commence à se dégrader. Cette liste est à retrouver dans le rapport complet disponible sur le site internet.

L'AED reconnaît que la nature qualitative de cette classification implique une part de subjectivité dans l'analyse.



FOCUS

L'entente religieuse menacée dans la région du Sahel

Une série sans fin de conflits ensanglante la bande sahélienne. Des groupes armés se substituent à l'autorité des États, portant des revendications identitaires et religieuses mêlées. Les régions où musulmans. chrétiens et animistes vivaient en bonne intelligence voient leur équilibre de plus en plus menacé.

été tués le 15 mars 2021 dans une embuscade tendue par des groupes djihadistes au nord

du Mali. Le même jour, une autre attaque a fait 58 morts civils au Niger. Bien que ces événements se soient produits dans deux pays différents, ils concernent la même « zone des trois frontières », où confinent le Mali, le Burkina Faso et le Niger, lieu de tension au Sahel depuis 2015. Il vient rejoindre les autres points de frictions sahéliens, telle la région du Lac Tchad, réunissant le Tchad, le Cameroun et le Nigeria. De fait, quelques mois auparavant, le Nigeria subissait encore de vastes enlèvements collectifs, les captifs servant de source de revenu pour les groupes armés terroristes (GAT) qui les monnayent.

Une motivation commune. la division des communautés reliaieuses.

La région troublée par les exactions des GAT couvre un espace qui débute en Mauritanie et finit au Soudan. Une bande de terrain de plus de 2 000 km gu'arpentent des groupes armés aux motivations diverses. Ainsi un djihadiste nigérian de Boko Haram, d'ethnie Kanuri, n'a - a priori - rien en commun avec un Touareg du Nord Mali qui revendique un état autonome, et encore moins avec son voisin Peul, ennemi héréditaire ; les Peuls en effet razziaient les Kanuri par le passé. Pourtant, tous sont des recrues potentielles pour les GAT, qui commencent à s'articuler autour d'une finalité commune.

Certes, ces groupes armés épousent les contours de lieux de frictions historiques, oppositions entre éleveurs et sédentaires notamment. Mais il existe bien un facteur nouveau et commun aux conflits. Le Touareg, comme le Kanuri qui prend les armes, dénonce un gouvernement qu'il estime corrompu. Et comme lui, il met en cause un Occident décadent, supposément chrétien, auquel il oppose un islam rigoriste. Les chrétiens ou animistes confrontés à ces groupes sont invariablement considérés comme des ennemis.

Au Burkina Faso, en particulier, les symboles chrétiens sont spécifiquement visés. Le 12 mai 2020, des terroristes s'en sont pris à une procession chrétienne, tuant quatre participants et détruisant la statue de la Vierge qu'ils portaient. Ces GAT attisent les tensions entre ethnies et religions, car ces divisions les renforcent. Ils agissent dans des régions où un fragile consensus permettait aux populations chrétienne, musulmane et animiste, de partager le même territoire. La perspective du professeur Olivier Hanne – islamologue français et auteur du « Jihâd au Sahel » - se confirme : « Après avoir étendu leur emprise [l'emprise des GAT] sur le Sahara musulman, les lieux où chrétiens et musulmans vivent côte à côte seront la prochaine cible... »

De fait, pour les tenants d'un califat transnational, comme Agmi ou Boko Haram, ces exemples d'ententes interreligieuses représentent des anomalies, à supprimer. La consolidation de cette motivation commune des GAT induit une violente détérioration de la liberté religieuse, qui n'est pas sans rappeler la situation au Moyen-Orient. Le terrorisme international a désormais deux « épicentres », a affirmé Bernard Émié en février 2021. Le patron de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) mettait au même niveau le Sahel et la zone irako-syrienne.

Un problème structurel

En termes d'effectifs, ces groupes armés ne représentent pourtant pas une force insurmontable. Ainsi Boko Haram aurait aligné jusqu'à 30 000 combattants en 2016, guand son adversaire, l'armée nigériane, en comptait 160 000. Non seulement ces groupes armés ne sont pas invincibles, mais ils sont régulièrement vaincus sur le terrain. Boko Haram a été éreinté au Nigeria en 2016, puis début 2020, au Tchad. Mais les GAT renaissent sans cesse, car ils se nourrissent de problèmes structurels : une économie fragile, aggravée par des conflits qui empêchent la libre circulation des biens et des personnes, et une population jeune, sans grande perspective d'avenir. Cette situation crée des opportunités de recrutement pour les extrémistes. Ils promettent des chimères de richesse et de pouvoir tout en maniant le viol et les décapitations comme représailles envers tous ceux - musulmans comme chrétiens - qui refusent de rejoindre leurs rangs.

À vue humaine, rien ne permet de présager la défaite de ceux qui souhaitent diviser le Sahel entre chrétiens, animistes et musulmans. La liberté religieuse de tous - y compris celle des musulmans - risque de continuer à être sévèrement remise en cause.



FOCUS

Quand les ambitions ottomanes attaquent la liberté religieuse

Recep Tayyip Erdogan dirige la Turquie depuis presque 20 ans. Reléguant la laïcité kémaliste, il renoue avec des ambitions impériales. Sa formule, alliance avec les islamistes et retour de la Turquie sur la scène internationale, met en difficulté la liberté religieuse dans la zone d'influence de son pays.

à Strasbourg, en France, la Turquie finance des

mosquées. Recep Tayyip Erdogan, l'actuel président de la République, se pose ainsi en « protecteur des croyants », en fournissant des lieux de culte à des communautés musulmanes à travers le monde.

Dès son premier mandat comme maire d'Istanbul, en 1994, Recep Tayyip Erdogan revendigue son attachement à l'islam. Il est élu grâce à cela. La population, fatiguée des affaires de corruption qui entachent les politiques d'inspiration kémaliste, accueille avec enthousiasme l'AKP, le parti d'Erdogan, et sa promesse d'une gestion vertueuse, inspirée par la religion.

Et l'islam prend progressivement de plus en plus de place dans le discours des politiques de l'AKP, peu freinés par la condamnation d'Erdogan en 1999, quand il est incarcéré pour « volonté d'attenter à la laïcité du pays ».

Après la tentative de coup d'État de 2016, il fait alliance avec des musulmans radicaux, ceuxlà mêmes qui militent sans relâche pour la transformation de la basilique Sainte-Sophie en mosquée. Le 22 juillet 2020, pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle, des prières musulmanes résonnent dans l'édifice tandis que le nombre de chrétiens continue de diminuer. À Istanbul, ils ne représentent plus qu'une petite minorité. Au début du XXe siècle, ces héritiers des chrétiens de Byzance étaient encore 160 000 à vivre dans l'ancienne Constantinople. Aujourd'hui, la communauté orthodoxe avoisine les 2 000 membres.

L'héritage chrétien escamoté

La gestion des lieux de culte chrétiens est à l'image de la politique actuelle envers les minorités chrétiennes. Ainsi, l'église byzantine du Saint-Sauveur à Chora a connu la même transformation que Sainte-Sophie. L'église de Saint-Toros sise à Kütahya, construite avant le XVIIe siècle, mais n'étant plus utilisée pour le culte, a été rasée en janvier 2021. Plus largement, l'État turc ne finance pas les restaurations des bâtiments légués par le passé chrétien du pays, les laissant à l'abandon.

Par ailleurs, le tout récent conflit armé qui a opposé l'Azerbaïdjan aux défenseurs du Haut-Karabagh donne une illustration du ressentiment qu'une partie de la population turque nourrit à l'égard des chrétiens. Alors que les armées d'Erdogan épaulent les Azéris avec drones, conseillers et milices issues de Syrie, plusieurs villes turques sont le théâtre de manifestations antichrétiennes lors desquelles des slogans anti-arméniens et anti-grecs sont scandés par les foules ; des messages de haine relayant cette vindicte saturent les réseaux sociaux.

Conflit du Haut-Karabagh: retour compromis pour les orthodoxes arméniens

« J'avais dit qu'on chasserait [les Arméniens de nos terres comme des chiens, et nous l'avons fait », a déclaré Ilham Aliyev, le président de l'Azerbaïdian au moment du cessez-le feu avec l'Arménie dans le Haut-Karabagh, en novembre 2020. Massivement aidé par la Turquie, il valide sa victoire contre un peuple en majorité chrétien. Les Arméniens du Haut-Karabagh - une région couverte d'églises dont certaines datent du IVe siècle - appartiennent à 99 % à l'Église apostolique arménienne, une église chrétienne orthodoxe autocéphale. Avec la victoire de l'Azerbaïdian, pays majoritairement musulman, il est très probable que leur exil se prolonge longtemps. Si le conflit s'apparente d'abord à une lutte territoriale, il n'est pas sans conséquence pour la liberté religieuse.

Lorsque l'Azerbaïdjan l'emporte dans le Haut-Karabagh, la Turquie se réjouit pour son allié. Le terrain, récupéré par le vainqueur, constitue un corridor d'accès entre les deux pays. Erdogan le présente, non sans visée expansionniste, comme un pont vers les « peuples frères » de la Turquie, les populations turciques des pays d'Asie centrale : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan.

Or, les ambitions impériales s'accompagnent de restrictions drastiques de la liberté religieuse. Alors même que la majorité des sujets de l'Empire Ottoman étaient chrétiens, ils ne sont manifestement plus les bienvenus dans la Turquie du XXI^e siècle. De même les musulmans alévis, qui voient avec inquiétude s'aggraver les manifestations de défiance de la population majoritaire à leur égard.

Des Balkans à l'Asie centrale, en Afrique et même

19 AED - AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE



FOCUS

Covid-19, un catalyseur pour la liberté religieuse dans le monde

L'épidémie amplifie les conflits religieux et régionaux déjà existants. Elle joue aussi le rôle de révélateur dans les défis auxquels la liberté religieuse est confrontée.

« Pas de nourriture si tu ne te convertis pas. » Au Pakistan, certaines ONG radicalisées monnayent l'aide alimentaire des victimes du Covid contre une conversion à l'islam, rapporte à l'AED le père Channan, directeur du Centre pour la paix à Lahore. Cet exemple illustre les crispations que provoque le virus dans un pays où les lois anti blasphème criminalisent déjà toute insulte, réelle ou supposée, contre l'islam.

« Les enlèvements et mariages forcés de jeunes chrétiennes ou hindoues, obligées de se convertir, ont encore augmenté ces derniers temps, ainsi que les fausses accusations de blasphèmes, poursuit l'ecclésiastique. Par ses conséquences sur l'emploi et la santé, le Covid a accru les frustrations et intensifié les pressions sur les minorités religieuses. »

Au Pakistan, comme ailleurs, l'épidémie renforce également les préjugés religieux. Elle alimente la recherche de boucs émissaires, souvent choisis en fonction de leur religion. Des Iraniens pointent les juifs comme responsables de la crise sanitaire. En Inde, les accusations visent les minorités musulmanes, tandis qu'en Chine ou en Turquie, les chrétiens cristallisent

les griefs. Sur le net, Al-Qaïda ou Boko Haram décrivent le Covid-19 comme une punition de Dieu contre « l'Occident décadent » et assurent une place au paradis pour les djihadistes. De quoi renflouer leurs rangs.

La crise Covid profite aux autoritarismes de tous bords

Au Sahel, « les attaques violentes dans les points chauds de la région ont augmenté de 37 % entre mi-mars et mi-avril 2020 1 ». Non seulement les terroristes tirent parti de la confusion pour multiplier les attentats et recruter en nombre, mais la réponse militaire diminue, accaparée par la pandémie.

De son côté, la Chine saisit l'occasion d'imposer de plus grandes restrictions à la pratique religieuse. Officiellement, elle renforce sa technologie numérique, comme la reconnaissance faciale, pour vérifier si la population respecte les règles sanitaires contre le Covid. En réalité, le gouvernement surveille la fréquentation des églises et des mosquées. Samuel Brownback, ambassadeur des États-Unis pour la liberté religieuse, alerte sur ces méthodes qu'il considère comme « l'avenir de l'oppression religieuse 2 ».

Liberté religieuse, un « bien essentiel »?

Sans en arriver à ces extrêmes, les dirigeants mondiaux ont pris des mesures extraordinaires, limitant parfois la liberté religieuse de manière disproportionnée et même parfois de manière surprenante. Ainsi aux États-Unis, dans le Névada, les églises ont-elles fait l'objet de restrictions plus strictes que les casinos.

La pandémie de Covid-19 ouvre là un débat de fond sur les droits de l'homme. Le pape François insiste : « La dimension religieuse constitue un aspect fondamental de la personne humaine et de la société, qui ne peut être occulté. Alors que l'on cherche à protéger les vies humaines du virus, on ne peut considérer la dimension spirituelle de la personne comme secondaire par rapport à la santé physique ³ ».

Peut-être est-ce le message que chrétiens et musulmans camerounais souhaitaient faire passer à Noël, quand ils ont prié ensemble pour demander la fin de la pandémie. Autre conséquence étonnante de la lutte anti-Covid, pendant le confinement, le gouvernement communiste cubain a autorisé pour la première fois la télévision nationale à diffuser un chemin de croix avec le pape François et les liturgies de Pâques.

La pandémie induit bien un agrandissement des lignes de fractures dans le monde, les États autoritaires ou groupes terroristes saisissant cette occasion pour bafouer davantage la liberté religieuse. Mais elle oblige aussi à une vraie réflexion sur la prise en compte de ce droit fondamental.

SOURCES

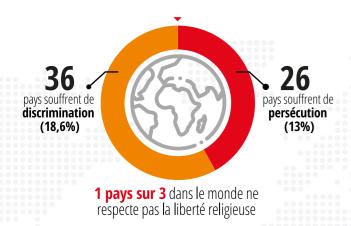
¹ https://www.csis.org/analysis/extremist-groups-stepping-operations-during-covid-19-outbreak-sub-saharan-africa

² https://www.christianpost.com/news/chinas-use-of-technology-for-religious-oppression-a-threat-to-all-of-us-warns-brownback.html

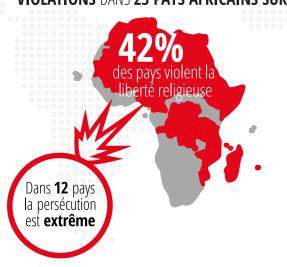
 $^{3 \} http://www.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2021/february/documents/papa-francesco_20210208_corpo-diplomatico.html$

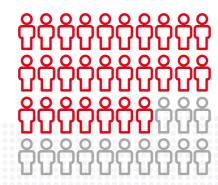
Le rapport sur la liberté religieuse dans le monde, les infographies

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS 196 PAYS DANS LE MONDE **62 PAYS BAFOUENT LA LIBERTÉ RELIGIEUSE (31,6%)**



VIOLATIONS DANS 23 PAYS AFRICAINS SUR 54





67% de la population mondiale vit dans des pays où ont lieu de **graves violations** de la liberté religieuse : **5,2 milliards de personnes**

QUI ATTAQUE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ?*

Gouvernements Autoritaires

MILLIARDS D'HABITANTS

Extrémisme

MILLIARD D'HABITANTS

Ethnoreligieux

1,6 MILLIARD D'HABITANTS

*Dans beaucoup d'entre eux, les minorités religieuses sont les plus visées.



Dans **30** pays, depuis mi-2018, des croyants ont été assassinés en raison de leur foi



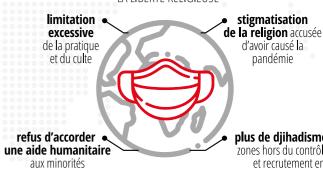
Changer ou abandonner sa religion a de graves conséquences juridiques et/ou sociales dans







IMPACT DU COVID-19 SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE



pandémie

plus de djihadisme dans les zones hors du contrôle de l'État et recrutement en ligne